

Seul l'accès à toutes les archives éclairera la vraie politique de la France au Rwanda

Colette Braeckman

Le Soir, 5 avril 2019

Voici un an, alors que Louise Mushikiwabo était nommée à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie, on avait pu croire que les relations entre la France et le Rwanda allaient se normaliser et que viendraient l'heure de la vérité, le temps des excuses. Des espoirs prématurés : quoique invité, le président Macron ne viendra pas à Kigali et sera remplacé par Hervé Breville, d'origine rwandaise et militant de LRM. Par contre, à la veille de la commémoration du génocide, il devrait répondre à une demande de plus en plus pressante : l'ouverture des archives de l'Elysée, de la Défense et des Affaires étrangères. Mais qui aura accès à ces précieux documents : des chercheurs triés sur le volet et soigneusement dirigés vers des pistes balisées, ou des historiens travaillant en toute indépendance ?

Seule une ouverture complète permettrait de distinguer le vrai du faux, de savoir si la « main droite » de la France, la politique officielle que rappelle Hubert Védrine défenseur de la mémoire de François Mitterrand, était ou non en phase avec la « main gauche » c'est-à-dire une armée française qui soutenait ouvertement les extrémistes. Les documents de l'époque devraient faire le tri entre les véritables

injonctions de l'Elysée ou les « électrons libres » dont parle Védrine et dont Guillaume Ancel nie catégoriquement l'existence « c'est rigoureusement impossible ».

Nos deux interviews exclusives témoignent de l'âpreté du débat et aussi de la gravité de l'enjeu. En effet, l'ancien secrétaire général de l'Elysée assure que la France politique ne soutenait que la mise en œuvre des accords d'Arusha, soit une solution négociée, et cela afin d'éviter le pire. Pour lui le volet politique et le volet militaire allaient de pair, alors que les faits semblent démontrer le contraire. Si la deuxième hypothèse devait se confirmer, si des militaires agissaient en sens inverse des directives politiques, cela révélerait un sérieux problème de cohérence et de discipline. Une hypothèse que Guillaume Ancel, officier, ayant participé à l'Opération Turquoise, dément absolument. L'ancien lieutenant colonel est devenu l'un des plus rudes pourfendeurs de la politique des années 90 et il réclame lui aussi l'accès total aux archives, afin que soit connue toute la vérité.

Car in fine, la seule question qui importe est de savoir à quel niveau le gouvernement intérimaire, alors qu'il orchestrait les tueries, disposait encore

de soutiens du côté français, et à quel temps importe peu : la complicité de niveau. Il s'agit d'une question à la fois génocide est un crime contre l'humanité, morale et judiciaire, et, à la limite, le reconnu comme imprescriptible